

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/10/07/crise-energetique-les-europeens-au-bord-de-la-panique_6144918_3234.html

Crise énergétique : les Européens au bord de la panique

Réunis à Prague, les Vingt-Sept sont apparus désarmés et de plus en plus inquiets face à la hausse des prix du gaz et de l'électricité.

Par [Virginie Malingre\(Prague, envoyée spéciale\)](#) et [Philippe Ricard\(Prague, envoyé spécial\)](#)

Publié le 07 octobre 2022

D'ordinaire, à la veille d'un conseil européen, les diplomates se veulent rassurants. Mais, ces derniers jours, alors que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Prague, vendredi 7 octobre, se rapprochait, plusieurs d'entre eux ne cachaient pas leur inquiétude. Et pas seulement en raison des risques d'escalade, notamment nucléaire, de la guerre en Ukraine. Alors que la flambée des prix de l'énergie, nourrie par l'offensive gazière du Kremlin, menace la paix sociale et leurs économies, les Vingt-Sept restent incapables de s'entendre sur la marche à suivre pour en atténuer les effets délétères. Entre panique et bataille rangée, ils ont essayé, vendredi, « *d'identifier leurs points de convergence* », confiait-on dans l'entourage de Charles Michel, le président du Conseil, façon de dire qu'un compromis est encore lointain.

Désireux d'afficher leur unité, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, sont bien arrivés côte à côte sur le site du château de Prague, qui domine la vieille ville, flanqués du chef du gouvernement néerlandais, Mark Rutte. Mais derrière l'image, les tensions entre Paris et Berlin sur les questions énergétiques restent vives.

Plus largement, les Vingt-Sept, qui ont réussi à faire front depuis le début du conflit en Ukraine, savent qu'aujourd'hui leur unité est menacée par le retour de l'inflation galopante. Depuis l'invasion de l'Ukraine, ils ont certes fait en sorte de se passer autant que possible du gaz russe : remplissage des réserves à 90 %, diversification des approvisionnements et réduction de la consommation. Mais, ce faisant, ils ont aussi exacerbé la hausse des prix, à leurs dépens. « *Nous avons très substantiellement réduit notre dépendance au gaz russe* », s'est réjoui Emmanuel Macron, mais, « *à très court terme, nous avons un problème de prix* ».

Von der Leyen sous pression

Pour ne rien arranger, le cavalier seul de l'Allemagne, en achetant d'abord du gaz à des prix élevés pour remplir ses réserves, puis en annonçant, le 29 septembre, un bouclier tarifaire de 200 milliards d'euros, constitue un défi quasi existentiel pour l'Union européenne (UE). Au risque de fragmentation du marché intérieur s'ajoute celui de voir les taux d'intérêt consentis aux pays de la zone euro diverger et l'Union monétaire tanguer.

Certes, tous les gouvernements ont adopté des plans pour soutenir les ménages et les entreprises, mais tous n'ont pas les mêmes moyens, au sud et plus encore à l'est du continent. « *L'économie allemande est si grande que ce que l'Allemagne donne à ses entreprises pourrait détruire le marché*

intérieur », a ainsi attaqué le premier ministre letton, Krisjanis Karins, jeudi matin. « *C'est le début du cannibalisme dans l'UE. Bruxelles doit agir à ce sujet, car cela va détruire l'unité européenne* », commentait, pour sa part, le Hongrois Viktor Orban, le 3 octobre, pourtant peu enclin à appeler l'UE à la rescousse. « *L'égoïsme allemand doit être remis au placard* », a, pour sa part, pesté le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki.

La Commission européenne, de son côté, a tardé à intervenir. Il a fallu que des capitales la mettent sous pression pour qu'elle se saisisse du sujet et ce n'est que très récemment qu'elle a fini par publier une note sur les pistes de travail possibles pour faire baisser les prix de l'énergie. « *Ursula Von der Leyen [la présidente de la Commission] a passé son temps à l'étranger, notamment à New York lors de l'assemblée générale des Nations unies, elle n'était pas là* », commente un haut fonctionnaire européen.

D'ailleurs, vendredi, M^{me} von der Leyen a été prise à partie par plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, sur ce thème-là. Le premier ministre italien, Mario Draghi, notamment, ne l'a pas épargnée. « *Il lui a dit qu'elle avait sept mois de retard, et qu'entre-temps la récession était là* », confie une source. A l'issue du Conseil, M. Draghi a dit attendre désormais de la présidente de la Commission « *non plus des propositions vagues, mais quelque chose de plus clair, de plus concret, et en partie même des propositions de règlements* ».

Vingt-sept cas particuliers

Dans ce contexte, chaque capitale a poussé ses propositions, dans le plus grand désordre et en fonction de ses intérêts. Or, d'un pays à l'autre, les modèles énergétiques ne sont pas les mêmes : certains, comme la France, misent sur le nucléaire, d'autres, comme la Hongrie, dépendent encore très largement du gaz russe quand, à l'instar de l'Espagne, d'autres encore ont développé le renouvelable.

Certes, le 27 septembre, quinze Etats membres – dont la France, l'Italie, la Pologne et la Belgique – ont proposé de plafonner le prix du gaz. Mais, en réalité, chacun a une approche différente de la chose et les variations autour de cette solution, très complexe à mettre en œuvre, sont légion. « *Prendre du temps, laisser les solutions nationales trop longtemps réduit les capacités de l'Europe à s'en sortir* », a commenté Emmanuel Macron.

Quoi qu'il en soit, aucune de ces propositions ne permet de répondre aux vingt-sept cas particuliers existant au sein de l'UE, sans qu'en parallèle soit mis en place un mécanisme de solidarité. Qui plus est, elles se heurtent toutes au plus grand scepticisme des Allemands, des Néerlandais, des Autrichiens ou encore du Danemark et du Luxembourg.

Ceux-ci redoutent qu'un plafonnement du prix du gaz conduise les fournisseurs à vendre ailleurs qu'en Europe. « *Cela sonne bien sur le papier, mais cela peut poser problème*, a mis en garde le premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel. *Peut-être qu'on aura un plafond sur les prix mais qu'on n'aura plus d'énergie, car nous ne sommes pas les seuls clients au monde.* » Autre argument cher à La Haye ou Berlin, un tel mécanisme pourrait entraîner une hausse de la consommation qui mettrait en péril les efforts de découplage avec la Russie et de lutte contre le réchauffement climatique.

Une plate-forme d'achat en commun du gaz

Pour faire baisser les prix du gaz, qui sont plus élevés en Europe qu'en Asie ou aux Etats-Unis, Berlin et ses alliés privilégient des négociations avec la Norvège, qui a largement accru ses livraisons à l'UE depuis six mois, ou les Etats-Unis, auxquels les Européens achètent du gaz naturel liquéfié à prix d'or. « *On va dire avec beaucoup d'amitié à nos amis américains, nos amis norvégiens : "Vous êtes super, vous nous fournissez de l'énergie, du gaz, mais il y a un truc qui ne peut pas marcher très longtemps, c'est qu'on ne peut pas payer, nous, le gaz quatre fois plus cher que, vous, vous le vendez à vos industriels"* », a martelé Emmanuel Macron, jeudi, avant même d'arriver à Prague.

Autre piste de travail que défend désormais l'Allemagne, après avoir refusé d'en entendre parler pendant des mois : la mise en œuvre d'une plate-forme d'achat en commun de gaz. La Commission en avait fait la proposition, en mars, mais celle-ci est depuis restée lettre morte. « *Maintenant, on souhaite vraiment la mettre en œuvre* », a insisté le chef de l'Etat français.

Vendredi, les Vingt-Sept ont donc demandé à la Commission européenne de revenir au plus vite avec des propositions concrètes sur tous ces sujets. Ils l'ont également priée de travailler sur un mécanisme de solidarité qui permettrait à Bruxelles de faire des prêts bonifiés aux Etats membres afin qu'ils aident leurs entreprises ébranlées par la crise. L'idée, poussée par Paris et Rome, reste peu appréciée de Berlin et de La Haye.

Les Vingt-Sept souhaitent être en mesure de prendre des décisions lors de leur prochaine rencontre, prévue à Bruxelles les 20 et 21 octobre. « *Il n'y a pas de temps à perdre* », a averti le président du Conseil européen, Charles Michel.

Virginie Malingre(Prague, envoyée spéciale) et Philippe Ricard(Prague, envoyé spécial)